

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/M/9**

30 octobre 1996

(96-4575)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 18 septembre 1996

### Sommaire:

- A. Notifications au titre de l'article 4 d)
- B. Notifications au titre de l'article 63:2 relatives aux articles 3, 4 et 5
- C. Autres notifications au titre des dispositions de l'Accord
- D. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9
- E. Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques prévu à l'article 24:2
- F. Révocation de brevets
- G. Suivi de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes
- H. Coopération technique
- I. Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour
- J. Autres questions

1. Le Président s'est référé aux lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations intergouvernementales adoptées par le Conseil général à sa réunion du 18 juillet 1996 et a indiqué que le Président du Conseil général tenait des consultations avec les Présidents d'autres organes afin de déterminer comment les procédures prévues par ces lignes directrices pourraient être appliquées, en particulier aux organisations intergouvernementales qui avaient déjà obtenu, à titre individuel, le statut d'observateur auprès de tel ou tel organe de l'OMC, pour assurer une approche cohérente et commune de cette question. Il a suggéré qu'en attendant l'issue de ces consultations, le Conseil renouvelle le statut d'observateur des organisations intergouvernementales à qui ce statut avait déjà été accordé à titre individuel.

2. Le Conseil est convenu de convier l'OMPI, le FMI, la Banque mondiale, la CNUCED, la FAO, l'ONU, l'OCDE, l'UPOV et l'OMD, qui avaient été invités à participer à la réunion en cours conformément aux procédures intérimaires concernant le statut d'observateur des organisations intergouvernementales, à assister également à sa réunion de novembre et à examiner, lors de cette réunion, la question de l'octroi aux organisations intergouvernementales, du statut d'observateur aux

réunions du Conseil sur la base des lignes directrices adoptées le 18 juillet 1996, si les consultations engagées par le Président du Conseil général étaient achevées d'ici là.

A. Notifications au titre de l'article 4 d)

3. Le Président a indiqué que, depuis la précédente réunion du Conseil, Chypre et la Roumanie avaient envoyé des notifications au titre de l'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC. En outre, la Hongrie avait fait savoir qu'elle n'était partie à aucun accord international dont l'entrée en vigueur précéderait celle de l'Accord sur l'OMC et qui accorderait des avantages, faveurs, privilèges ou immunités spécifiques aux ressortissants de tout autre pays en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle. Ces trois notifications avaient été distribuées dans la série des documents IP/N/4/-.

4. Le Président a rappelé qu'à la réunion de juillet du Conseil, il y avait eu un nouvel échange de vues sur les difficultés rencontrées pour présenter des notifications au titre de l'article 4 d) et que l'on avait décidé de poursuivre les consultations informelles sur la question. Rendant compte de ces consultations, il a précisé qu'elles avaient porté surtout sur les facteurs à prendre en compte pour déterminer s'il y avait lieu ou non de présenter une notification au titre de l'alinéa d) de l'article 4 et, en particulier, sur ceux énumérés au paragraphe 6 de la note d'information informelle du Secrétariat du 25 avril 1996. On avait généralement estimé que ce paragraphe contenait des critères ou des points de repère utiles auxquels chaque Membre pourrait se référer pour déterminer ce qu'il devait notifier au titre de l'article 4 d) ou pour revoir sa notification. Toutefois, une proposition tendant à inclure un élément additionnel de clarification avait été présentée, de sorte qu'il n'avait pas été possible de se mettre d'accord à ce stade sur ledit paragraphe. Bien que l'on se soit généralement accordé à reconnaître qu'il faudrait continuer à travailler sur la question des notifications au titre de l'article 4 d), par exemple sur une formule de présentation possible, les avis avaient été partagés quant à l'opportunité d'entreprendre ces travaux immédiatement, ou de les renvoyer à une date ultérieure. Il poursuivrait ses consultations avec les délégations pour essayer de trouver un terrain d'entente qui permettrait d'aller de l'avant.

5. Le représentant du Mexique a déclaré que pour ce qui concernait sa délégation, les divergences de vues ne portaient pas seulement sur les éléments additionnels que l'on proposait d'ajouter au paragraphe 6 de la note d'information informelle du Secrétariat. Même si les consultations avaient été utiles et si ledit paragraphe contenait de bonnes propositions concernant les notifications au titre de l'article 4 d), il tenait à souligner qu'il n'y avait dans l'article 4 d) aucune base donnant au Conseil un droit de regard sur les notifications qui étaient faites. Il appartenait à chaque Membre de décider individuellement quel accord international il souhaitait notifier au titre de l'article 4 d) et les Membres qui étaient en désaccord avec le Membre notificateur quant à la pertinence de cette notification (par exemple sur le point de savoir si l'accord international notifié constituait une discrimination arbitraire ou injustifiée) devaient recourir aux mécanismes appropriés de l'OMC, et en particulier au mécanisme de règlement des différends. Sa délégation était ouverte au principe de nouvelles consultations qui permettraient de mieux comprendre la portée du paragraphe 6 de la note d'information informelle du Secrétariat, mais sans que cela modifie les droits et obligations des Membres de l'OMC au titre de l'article 4 d). Le représentant du Pérou a appuyé cette déclaration.

6. Tout en reconnaissant qu'il pourrait être nécessaire de recourir en dernier ressort aux procédures de règlement des différends de l'OMC pour déterminer si une notification était conforme aux obligations du Membre notificateur au titre de l'article 4 d), le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il serait néanmoins utile que les Membres poursuivent leurs efforts pour mettre au point un système cohérent de notification au titre de l'article 4 d). De l'avis de sa délégation, l'article 4 d) exigeait qu'un élément de discrimination soit mis en évidence et la note d'information du Secrétariat proposait de bons critères pour déterminer quels étaient les accords que les Membres de l'OMC voudraient peut-être notifier.

Un élément additionnel devrait peut-être figurer dans cette note et il proposait d'y ajouter la phrase suivante: "La notification des dispositions d'un accord multilatéral déjà incorporées dans l'Accord sur les ADPIC est sans effet."

7. Le représentant de l'Inde a dit que la note d'information établie par le Secrétariat avait été très utile à sa délégation pour se forger une opinion sur cette question. Il appuyait la proposition du Président de poursuivre les consultations informelles.

8. Le représentant de Singapour a déclaré que la note du secrétariat constituait un bon point de départ pour les discussions sur l'article 4 d) mais qu'elle ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des éléments à prendre en compte pour déterminer quelles étaient les obligations des Membres au titre de l'article 4 d). Tout ce que le Conseil pouvait faire à ce stade, c'était d'examiner si les éléments énumérés au paragraphe 6 de la note étaient généralement acceptables, sans que cela préjuge des autres éléments qui pourraient devoir être pris en considération.

9. Le représentant du Japon a dit que si l'on se référait aux lignes directrices très utiles données dans la note du Secrétariat, les notifications au titre de l'article 4 d) devraient comprendre non seulement le titre de l'accord notifié mais aussi son texte, le nom des parties contractantes et sa date d'entrée en vigueur et être accompagnées d'une brève explication indiquant si le privilège prévu par l'accord était la raison de sa notification. Sans alourdir indûment la tâche des délégations, ces précisions fourniraient des informations additionnelles importantes qui pourraient aider le Conseil des ADPIC à évaluer les notifications reçues. Ces éléments devraient être pris en considération pour l'élaboration de la formule de présentation des notifications au titre de l'article 4 d). Le représentant de l'Australie a appuyé le point de vue du Japon, ajoutant que si l'on se contentait simplement d'énumérer un certain nombre d'accords dans une notification au titre de l'article 4 d) comme beaucoup de Membres l'avaient fait, on ne pouvait aboutir à la transparence requise par les dispositions en question.

10. Le Président a noté que l'on avait fait un petit pas en avant et que l'on semblait maintenant être d'accord sur le fait qu'il serait utile de continuer à travailler à l'élaboration de critères pouvant aider les pays à titre individuel à faire ou à revoir leurs notifications, sous réserve des critiques émises par un certain nombre de délégations. Les discussions avaient été centrées sur les critères ou les points de repère auxquels les Membres pourraient se référer pour décider ce qu'ils devaient notifier au titre de l'article 4 d) ou pour revoir leurs notifications, sans être pour autant enfermés dans un carcan juridique. La suggestion de commencer à travailler à l'élaboration d'une formule type ne semblait pas réalisable à ce stade. Il proposait que le Conseil prenne note des déclarations faites et que de nouvelles consultations informelles aient lieu sur la question.

11. Le Conseil en est ainsi convenu.

B. Notifications au titre de l'article 63:2 relatives aux articles 3, 4 et 5

12. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de juillet, le Conseil était convenu de tenir des consultations informelles sur cette question dont l'historique pouvait se résumer comme suit: les procédures de notification au titre de l'article 63:2 adoptées par le Conseil prévoyaient qu'aussitôt que possible après la date à laquelle il était tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, chaque Membre devait notifier ses lois et réglementations correspondantes (c'est-à-dire normalement dans les 30 jours sauf décision contraire du Conseil des ADPIC). Etant donné que tous les Membres de l'OMC avaient déjà, depuis le 1er janvier 1996, des obligations au titre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC concernant le traitement national et le traitement NPF, ils étaient déjà tenus de notifier la législation correspondante. Or, pratiquement aucune notification n'avait été reçue jusqu'ici en-dehors de celles faites par les pays développés Membres dans le cadre de la notification générale de leur législation visant à donner effet à l'accord. A ses réunions de mai et juillet, le Conseil

avait examiné s'il n'y avait pas des difficultés techniques à satisfaire à cette obligation de notification et, en juillet, les Etats-Unis avaient soumis une proposition qui avait été distribuée par la suite sous la cote IP/C/W/31.

13. Comme convenu au mois de juillet, il avait tenu des consultations sur cette question. Rendant compte de ces consultations, il a indiqué que l'on semblait avoir estimé d'un commun accord que la proposition des Etats-Unis constituait une tentative utile pour essayer d'alléger ce qui pouvait apparaître comme une obligation de notification très lourde. Il semblait y avoir eu également un large accord sur l'opportunité d'offrir aux Membres concernés le choix entre plusieurs options pour procéder à cette notification de la manière convenant le mieux à leur situation nationale. Trois possibilités avaient en particulier été retenues:

- notifier uniquement les dispositions des lois et réglementations visant spécifiquement à donner effet aux obligations énoncées aux articles 3, 4 et 5;
- notifier toutes les lois et réglementations concernant la propriété intellectuelle; ou
- faire une déclaration générale indiquant que les ressortissants des autres Membres de l'OMC jouissent d'un traitement non discriminatoire, en y joignant une liste des éventuelles exceptions à ce principe.

Il était apparu au cours des consultations que le Conseil n'était peut-être encore pas prêt à prendre une décision officielle sur cette question, mais qu'il pourrait être utile de demander au Secrétariat d'établir, sur la base de ces propositions, une formule de présentation des notifications que le Conseil pourrait étudier afin de prendre une décision sur la question à sa réunion de novembre.

14. Le représentant du Mexique a reconnu que les trois options proposées couvraient un nombre de situations suffisant pour permettre à chaque Membre de choisir la solution qui lui conviendrait le mieux pour s'acquitter de ses obligations de notification. Il a toutefois exprimé des doutes sur la possibilité d'élaborer une formule type de présentation pour ces notifications, étant donné les manières très diverses dont les Membres avaient accepté et mis en oeuvre l'Accord de Marrakech; il estimait pour sa part qu'une telle formule type n'était nécessaire que pour la troisième option.

15. Le représentant de l'Inde avait besoin de plus de temps pour évaluer ce que signifiaient les procédures proposées en termes de charge administrative. Il a souligné que son pays était résolu à s'acquitter de toutes ses obligations au titre de l'article 63:2 et a estimé qu'il serait intéressant que le Conseil examine la deuxième option figurant dans la proposition distribuée sous la cote IP/C/W/31.

16. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que cette proposition avait été soumise dans le but d'offrir aux Membres quelques approches souples qui leur permettent de faire une notification correspondant à la manière dont leur législation était structurée. Sa délégation reconnaissait que les Membres avaient différentes façons d'appliquer les lois sur la propriété intellectuelle aux bénéficiaires d'autres pays s'agissant de l'octroi du traitement national et du traitement NPF et elle ne cherchait pas à les enfermer dans un carcan juridique. Si un Membre ne souhaitait pas faire une notification complète de toutes ses lois et réglementations, il pouvait faire une notification ou bien qui indiquait qu'il n'y avait aucune discrimination dans sa législation ou bien qui donnait la liste des cas précis dans lesquels cette discrimination existait.

17. Le représentant de Singapour a appuyé la proposition des Etats-Unis qui offrait aux Membres une manière souple de s'acquitter de leurs obligations de notification au titre de l'article 63:2 concernant l'application des articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC. Il se demandait toutefois comment ce système fonctionnerait dans la pratique lorsque le Conseil aurait à examiner les notifications en question,

en particulier si tous les Membres de l'OMC ne suivaient pas la procédure prévue dans la deuxième option proposée par les Etats-Unis dans le document IP/C/W/31 et ce qui se passerait pour les Membres qui avaient déjà notifié leur législation au titre de l'article 63:2.

18. Les représentants du Pérou, de la Communauté européenne, de la Thaïlande et de la Corée ont appuyé la proposition de traiter la question sur la base des trois options présentées par le Président et de demander au Secrétariat de préparer une formule type de présentation pour la troisième option. Les représentants du Paraguay et du Brésil se sont ralliés à cette solution mais en soulignant que cette formule type ne devrait être qu'une ligne directrice dont chaque Membre pourrait s'inspirer pour préparer sa notification.

19. Tout en appuyant l'approche proposée par les Etats-Unis et la suggestion de demander au Secrétariat de préparer une formule type, le représentant du Japon a déclaré que, lors de l'élaboration de cette formule type, il faudrait se soucier de savoir quels seraient les effets juridiques d'une déclaration générale. Les Membres ne devraient pas se contenter simplement d'indiquer qu'ils avaient ratifié l'Accord de Marrakech ou de joindre un duplicata de l'engagement de s'acquitter des obligations découlant des articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC qui figurait dans leur instrument de ratification. Par ailleurs, si une telle déclaration générale visait à spécifier les dispositions particulières de la législation nationale qui avaient trait aux articles 3, 4 et 5, il fallait noter qu'il n'y avait pas beaucoup de Membres qui avaient explicitement prévu l'application du traitement NPF dans leur législation nationale. Ainsi, les lois japonaises sur la propriété intellectuelle ne contenaient pas de dispositions se rapportant expressément au traitement NPF. La constitution, la législation en matière de brevets et d'autres lois sur la propriété intellectuelle prévoyaient de manière générale qu'un accord international pouvait l'emporter sur le droit interne pour l'application du traitement NPF. Il espérait que le Secrétariat tiendrait compte de ces aspects lorsqu'il élaborerait la formule type proposée.

20. Le Président a conclu que la question devrait être abordée sur la base des trois options qui avaient été définies et que le Secrétariat devrait préparer un document qui, tout en reconnaissant l'existence de ces trois options, serait axé sur l'élaboration d'une formule de présentation possible pour la troisième option; cette formule viserait à fournir une aide pratique aux pays pour s'acquitter de leurs obligations de notification au titre de l'article 63:2 concernant les articles 3, 4 et 5. Le document du secrétariat serait examiné par le Conseil à sa réunion de novembre.

21. Le Conseil est convenu de procéder ainsi.

C. Autres notifications au titre des dispositions de l'Accord

i) Notifications au titre de l'article 63:2

22. Le Président a indiqué qu'en ce qui concerne la situation des notifications faites par les Membres au titre de l'article 63:2 de l'Accord pris conjointement avec l'article 65:1, il n'y avait pas eu beaucoup de changements depuis la réunion de juillet où il avait précisé que si l'on avait maintenant reçu la plupart des textes devant être notifiés par les Membres, des lacunes subsistaient. Certaines délégations, par exemple, n'avaient pas encore communiqué la traduction dans une langue de l'OMC du texte de certaines de leurs principales lois et réglementations relatives à la propriété intellectuelle. Le Président a invité les Membres en question à s'occuper prioritairement de compléter leurs notifications au titre de l'article 63:2 à cet égard, du fait en particulier que plusieurs de ces lois et réglementations concernaient les marques de commerce et de fabrique, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels auxquels le Conseil consacrerait son prochain examen des législations nationales en novembre. Pour ce qui était des réponses à la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits, seuls huit Membres avaient répondu jusqu'ici. A la dernière réunion, le Président avait invité instamment les Membres concernés à envoyer leurs réponses à cette liste le plus rapidement possible et en tout

état de cause avant la fin de l'année. A nouveau, compte tenu de l'importance que revêtait la question des moyens de faire respecter les droits, le Président espérait que les délégations concernées préparaient maintenant leurs réponses et que le Conseil pouvait compter rapidement sur leurs notifications.

23. Passant ensuite à l'examen des législations nationales auxquelles le Conseil devait procéder à sa réunion du mois de novembre, il a rappelé aux délégations les procédures définies pour cet examen, qui figuraient dans les comptes rendus des réunions de mai et juillet du Conseil (document IP/C/M/7, paragraphe 6 et document IP/C/M/8, paragraphes 69 et 70). Cet examen porterait sur la législation en matière de marques de fabrique ou de commerce, d'indications géographiques et de dessins et modèles industriels et, comme convenu à la réunion du Conseil de juillet, la date limite de soumission pour les questions devant être présentées à l'avance sur les textes notifiés était le 20 septembre 1996, tandis que les réponses écrites devaient être fournies le plus rapidement possible et, en tout état de cause, une semaine avant la réunion d'examen, c'est-à-dire avant le 4 novembre 1996, du moins pour les questions qui auraient été posées avant la date limite. Pour que les réponses écrites puissent être traduites dans toutes les langues de l'OMC et distribuées à temps pour la réunion d'examen de novembre, elles devaient être envoyées au Secrétariat bien avant la réunion, c'est-à-dire d'ici le 18 octobre 1996 au plus tard.

24. Le représentant de la Hongrie a indiqué que sa délégation avait récemment communiqué au Secrétariat les textes des principales lois et réglementations de son pays dans le domaine de la propriété industrielle.

25. Le représentant du Brésil a évoqué les difficultés que les pays en développement Membres rencontraient pour analyser et assimiler l'information. Il a rappelé qu'à la dernière réunion, on avait demandé si les pays en développement Membres auraient encore la possibilité de poser des questions sur des points soulevés à la réunion d'examen précédente.

26. Le Président a indiqué qu'au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes", les délégations qui avaient besoin d'un peu plus de temps pour assimiler la quantité importante d'informations fournies auraient l'occasion de poser des questions, tant à la présente réunion que lors de réunions ultérieures.

27. Le représentant du Japon a appelé l'attention du Conseil sur la table de corrélation qui avait été établie par sa délégation et qui serait distribuée prochainement aux Membres. Il pensait que cette table de corrélation fournirait des informations utiles sur la correspondance entre les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et celles des lois et réglementations japonaises. Sans cette table, le Conseil des ADPIC pourrait avoir des difficultés à examiner si les lois et réglementations japonaises étaient conformes à chacune des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Si le Conseil jugeait que ces tables étaient utiles et nécessaires, après l'examen des lois et réglementations japonaises à la réunion de novembre, sa délégation suggérerait aux autres Membres d'adopter la même approche, même si l'établissement de telles tables de corrélation n'était pas obligatoire. La préparation d'une table de corrélation nécessitait bien entendu du temps et de l'énergie mais cela semblait justifié par le temps et l'énergie gagnés lors de l'examen des lois et réglementations des autres Membres.

ii) Notifications au titre des articles 1:3 et 3:1

28. Le Président a dit que depuis la dernière réunion du Conseil, une notification au titre de l'article 1:3 de l'Accord sur les ADPIC avait été envoyée par la Norvège et distribuée dans la série des documents IP/N/2/-.

iii) Notifications au titre de l'article 69

29. Le Président a annoncé que le Secrétariat avait distribué le document IP/N/3/Rev.2/Add.1 qui contenait une mise à jour de la liste des points de contact notifiés au titre de l'article 69 (document IP/N/3/Rev.2). Il a indiqué que depuis la publication de ce document, le Secrétariat avait reçu deux nouvelles notifications, de Chypre et du Koweït. Soixante-sept Membres avaient maintenant notifié des points de contact.

30. Le Conseil a pris note de ces déclarations.

D. Mise en oeuvre de l'article 70:8 et 9

31. Le Président a indiqué que le Nigéria avait envoyé une notification qui avait été distribuée sous la cote IP/N/1/NGA/1. Dans cette notification, le Nigéria informait le Conseil de l'adresse de l'organisme public chargé de recevoir les demandes de brevet d'inventions dans le domaine des produits pharmaceutiques et des produits destinés à l'agriculture.

32. Le représentant des Etats-Unis a exprimé la satisfaction de sa délégation concernant l'envoi de cette notification. L'un des problèmes qui se posait avec les obligations en question était que si un Membre ne faisait pas de notification, il était assez difficile aux autres Membres de savoir exactement quelle était la situation dans le pays concerné. Ainsi, par exemple, le Nigéria n'avait pas été inclus, à sa connaissance, dans la liste des Membres qui n'assuraient pas les protections requises à l'article 70:8 et 9, ce dont il avait fait part au Conseil à la précédente réunion. En conséquence, il souhaitait une fois de plus inviter instamment les Membres qui n'assuraient pas une protection par brevet des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture et n'avaient pas encore mis en place un système de "boîte aux lettres", comme l'exigeait l'article 70:8, et qui n'accordaient pas de droits exclusifs de commercialisation comme le prévoyait l'article 70:9 à le faire immédiatement et à envoyer une notification correspondante au Conseil.

33. Le Conseil a pris note de ces déclarations.

E. Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques prévu à l'article 24:2

34. Le Président a rappelé qu'à la réunion de mai du Conseil, il avait soulevé la question de savoir comment le Conseil devrait procéder à l'examen prévu à l'article 24:2 de l'Accord concernant les indications géographiques. Lorsque ce point avait à nouveau été soulevé en juillet, les délégations avaient indiqué qu'elles avaient besoin d'un délai supplémentaire pour réfléchir à la question. Toutefois, étant donné que cet examen devait intervenir avant la fin de l'année et que la prochaine réunion du Conseil était la dernière qu'il tiendrait pendant l'année en cours, le moment lui semblait venu de se pencher à nouveau sur cette question.

35. Le représentant de la Communauté européenne s'est référé à un document officiel sur la question que sa délégation avait distribué le jour même. Ce document officiel indiquait les sujets que sa délégation proposait d'inscrire à l'ordre du jour pour l'examen spécial de l'application des dispositions de la section de l'Accord sur les ADPIC relative à la protection des indications géographiques. On y demandait aussi aux Membres du Conseil de convenir d'une date de réunion pour commencer l'examen prévu à l'article 24:2 de l'Accord d'ici la fin de l'année. Sa délégation comptait présenter également au Conseil une proposition concernant un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins comme prévu à l'article 23:4 de l'Accord. La première partie du document officiel de la Communauté se rapportait à l'article 22:1 de l'Accord et traitait de la question de la définition des indications géographiques. Etant donné que

L'on relevait un certain manque de concordance entre les différents Membres de l'OMC à cet égard, il était suggéré que le Secrétariat établisse un tableau comparatif des définitions des indications géographiques qui avaient cours dans les pays Membres ayant notifié leur législation, afin de faciliter le travail du Conseil. La deuxième partie du document officiel traitait de l'acquisition et de la mise en oeuvre des droits concernant les indications géographiques ainsi que des aspects y relatifs des accords bilatéraux. Sa délégation estimait qu'il était important d'étudier de près les différents systèmes d'acquisition et de mise en oeuvre de ces droits et proposait que dans ce domaine aussi, le Secrétariat établisse des tableaux comparatifs montrant les différents systèmes que les Membres qui avaient notifié leur législation avaient établis pour donner effet aux droits relatifs aux indications géographiques visés par l'Accord sur les ADPIC. Pour ce qui était des accords bilatéraux dans ce domaine, il était proposé que les Membres notifient les accords bilatéraux auxquels ils étaient parties et que le Secrétariat en dresse une liste.

36. Les représentants de l'Inde, de la Suisse et du Mexique ont réservé la position de leurs délégations, tout en exprimant l'intérêt de leur pays pour la question des indications géographiques.

37. A titre de commentaire préliminaire sur le document officiel de la Communauté, le représentant de l'Australie a appuyé l'idée de procéder à un examen spécifique conformément à l'ordre du jour proposé et a noté que l'Australie s'était déjà acquittée de ses obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC dans le cadre de l'Accord sur le commerce du vin conclu en 1994 avec la Communauté européenne.

38. Les représentants des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Brésil et du Canada ont dit qu'il leur fallait du temps pour étudier attentivement le document officiel de la Communauté. Les représentants des Etats-Unis et du Canada ont évoqué la possibilité d'examiner les dispositions de la législation nationale visant à donner effet aux droits relatifs aux indications géographiques en même temps que les dispositions correspondantes dans le domaine des marques de fabrique et de commerce et des dessins et modèles industriels, à la réunion de novembre du Conseil; ils n'étaient pas convaincus qu'un examen séparé au titre de l'article 24:2 soit nécessaire. Les représentants de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège ont ajouté que dans la mesure où le document officiel de la Communauté contenait des propositions concernant les moyens de faire respecter les droits, il ne fallait pas oublier que cette question ferait l'objet d'un examen séparé dans le contexte de l'article 63:2 au second semestre de 1997 et que les délégations préparaient actuellement leurs réponses à la liste de questions correspondante, réponses qu'elles devaient fournir d'ici la fin de l'année.

39. Le représentant de la Suisse a dit que l'Accord sur les ADPIC lui-même prévoyait des examens distincts de la question des indications géographiques et de celle des dispositions de la législation nationale permettant de faire respecter les droits en matière d'indications géographiques notifiées au titre de l'article 63:2. On pouvait cependant penser que l'examen de cette législation nationale renforcerait l'efficacité de l'examen prévu au titre de l'article 24:2.

40. Le représentant de la Communauté européenne a appuyé le point de vue de la Suisse, tout en mettant l'accent sur la dernière phrase de l'article 24:2 qui prévoyait que le Conseil pourrait prendre des mesures pour faciliter le fonctionnement de la section relative aux indications géographiques et favoriser la réalisation de ses objectifs.

41. En conclusion, le Président a déclaré qu'à en juger par les déclarations qui venaient d'être faites, les points de vues des Membres, sans être en totale opposition, semblaient difficilement conciliables. Certaines délégations considéraient que l'examen des dispositions de la législation nationale d'application dans le contexte de l'article 63:2 était suffisant pour satisfaire aux obligations au titre de l'article 24:2 de l'Accord, tandis que d'autres estimaient que le Conseil devait procéder à un examen séparé au titre de cet article. A l'évidence, les délégations avaient besoin de temps pour étudier le



document officieux de la Communauté même si certaines d'entre elles avaient indiqué qu'elles seraient prêtes à y revenir à la réunion de novembre du Conseil. D'aucuns semblaient estimer aussi que l'examen prévu à l'article 24:2 devrait avoir lieu non seulement conjointement, mais aussi après l'examen des dispositions de la législation nationale visant à faire respecter les droits. Cela pouvait se comprendre, car cette première discussion permettrait vraisemblablement d'obtenir des précisions utiles sur diverses questions, y compris celles visées dans le document officieux. Il proposait en conséquence, que le Conseil commence à travailler sur cette question en inscrivant à l'ordre du jour de sa réunion de novembre un point intitulé "Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques prévu à l'article 24:2"; ce point serait examiné après et en tenant compte de l'examen des dispositions de la législation nationale visant à faire appliquer les droits dans le domaine des marques de commerce et de fabrique, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels qui était prévu lors de cette réunion.

42. Le représentant des Etats-Unis a demandé au Président s'il pouvait préciser sur quoi porterait l'examen qui aurait lieu ensuite au titre de l'article 24:2.

43. Le Président a indiqué que dans le cadre de ce point séparé de l'ordre du jour, on pourrait examiner les propositions soumises par la Communauté et ainsi que les contributions éventuelles d'autres délégations.

44. Le Conseil est convenu de procéder comme le Président le proposait.

F. Révocation de brevets

45. Le Président a rappelé qu'à la réunion de juillet, la délégation des Etats-Unis avait soulevé la question de la révocation des brevets et de ses rapports avec les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, étant donné que celle-ci avait été posée dans d'autres organes de l'OMC. Plusieurs délégations avaient fait connaître leur réaction préliminaire à la déclaration des Etats-Unis et le Conseil était convenu d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente réunion. Les Etats-Unis avaient présenté un résumé de leur déclaration qui avait été distribué aux Membres sous la cote IP/C/W/32.

46. Le représentant des Etats-Unis s'est référé au document IP/C/W/32 et a souligné que les principaux motifs de révocation des brevets admis au titre de l'Accord sur les ADPIC étaient liés au fait que l'invention brevetée ne répondait pas aux critères fondamentaux de brevetabilité spécifiés dans l'Accord. Un Membre de l'OMC appliquant l'Accord sur les ADPIC était en droit de révoquer un brevet dès lors que ce Membre aurait été fondé à refuser la délivrance initiale dudit brevet au stade de la demande. Ainsi, s'il pouvait être démontré que l'invention ne remplissait pas l'une des conditions de la brevetabilité, par exemple qu'elle n'était pas nouvelle ou n'impliquait pas une activité inventive, le brevet pouvait à bon droit être révoqué par un Membre. De même, si un brevet avait été délivré par erreur du fait que l'invention n'était pas brevetable, un Membre de l'OMC était libre de le révoquer pour autant qu'il respecte les procédures administratives et judiciaires voulues. Sa délégation avait insisté sur ces points fondamentaux pour répondre à la théorie selon laquelle l'Accord sur les ADPIC n'empêchait pas un Membre de révoquer un brevet pour servir d'autres objectifs sociaux à caractère général comme promouvoir le transfert de technologie pour acquérir des technologies plus respectueuses de l'environnement. Il lui semblait que ces points fondamentaux étaient dans la droite ligne des dispositions de l'Accord sur les ADPIC et il invitait les autres délégations à faire connaître leur point de vue sur ce sujet. Les remarques qu'il avait faites jusqu'ici reflétaient pleinement les préoccupations de sa délégation à cet égard et il proposait que cette question ne soit pas inscrite à l'ordre du jour d'autres réunions.

47. Le représentant de l'Inde a remercié les Etats-Unis pour leur communication distribuée sous la cote IP/C/W/32 qui constituait une importante contribution à l'examen de cette question. Toutefois,

sa délégation continuait à penser que la question de la révocation et de la déchéance était traitée directement dans l'article 32 de l'Accord sur les ADPIC et que les Membres avaient le droit, en vertu de cet article, de décider des motifs de révocation, sous réserve des limitations prescrites au titre de l'article 5 de la Convention de Paris. Il se réservait le droit de faire des commentaires plus détaillés sur cette question lors d'une prochaine réunion.

48. Le représentant du Japon a appuyé la déclaration des Etats-Unis. Même s'il n'y avait pas de dispositions spécifiques définissant les motifs de révocation, il était entendu que ces motifs devraient se limiter aux conditions mêmes d'octroi des brevets et à d'autres conditions minimales prévues à l'article 62 de l'Accord. Ainsi que le prévoyait la Convention de Paris, la révocation devrait être une solution de dernier recours et être précédée par l'octroi de licences obligatoires, et le régime de licences obligatoires devrait être appliqué conformément à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. L'un des principaux éléments qui sous-tendait l'Accord sur les ADPIC était la volonté d'établir des normes minimales de protection de la propriété intellectuelle sans permettre aux Membres de se prévaloir trop largement d'exceptions à ces normes.

49. Les représentants de la Suisse, de la Norvège, du Canada, de la Communauté européenne, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ont estimé que le résumé figurant dans le document IP/C/W/32 constituait une contribution utile à l'examen de la question inscrite sous ce point de l'ordre du jour et ont appuyé le contenu général de ce document ainsi que les explications fournies par les Etats-Unis. Ils ont ajouté que l'interprétation de l'article 32 qui venait d'être donnée par la délégation de l'Inde reviendrait à laisser "carte blanche" aux Membres en matière de révocation des brevets et était contraire à l'objectif de base et à l'esprit de l'Accord sur les ADPIC dans son ensemble et de son article 31 en particulier.

50. Le représentant de Cuba a déclaré que sa délégation n'avait pas encore fini d'étudier le document IP/C/W/32 et qu'elle se réservait le droit de revenir ultérieurement sur cette question.

51. Le représentant du Paraguay a tenu à noter que, même si le document IP/C/W/32 contenait certaines remarques pertinentes sur la question de la révocation des brevets, son contenu ne pouvait en aucune manière être considéré comme une interprétation officielle des dispositions y relatives de l'Accord sur les ADPIC. A son avis, le Conseil des ADPIC n'était pas la tribune appropriée pour interpréter les dispositions de l'Accord.

52. Le représentant de la Hongrie a déclaré que sa délégation attachait elle aussi une grande importance à ce que les conditions de révocation des brevets soient transparentes et justifiées et qu'elle accueillait en conséquence très favorablement le document soumis par les Etats-Unis.

53. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations qui avaient été faites, y compris de la possibilité que les délégations reviennent sur cette question lors d'une prochaine réunion.

54. Le Conseil en est ainsi convenu.

#### G. Suivi de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes

55. Le Président s'est référé aux procédures pour l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes (document IP/C/M/7, paragraphe 6 et document IP/C/M/8, paragraphe 68) en vertu desquelles les délégations devaient communiquer au Secrétariat le texte écrit des questions complémentaires qu'elles avaient posées et celui des réponses qu'elles avaient fournies oralement lors de la réunion d'examen. Des réponses écrites aux questions complémentaires auxquelles il n'avait pas été possible de répondre oralement à la réunion du Conseil devaient également être envoyées dans les huit semaines suivant la réunion, c'est-à-dire avant le 20 septembre 1996. Il souhaitait rappeler

cette date limite aux délégations car un certain nombre d'entre elles n'avaient pas encore envoyé le texte écrit de toutes les questions qu'elles avaient posées et de toutes les réponses qu'elles avaient faites lors de la réunion d'examen ni fourni des réponses écrites aux questions auxquelles elles n'avaient pas pu répondre oralement lors de la réunion. Il a informé les Membres que le texte des déclarations liminaires faites par les délégations, celui des questions qui leur avait été posées et des réponses qu'elles avaient fournies - y compris certaines réponses écrites fournies après la réunion - seraient distribués dans une nouvelle série de documents (série IP/Q/-). Un seul de ces documents avait été distribué jusqu'ici, à savoir le document IP/Q/NOR/1 qui portait sur la législation norvégienne sur le droit d'auteur et les droits connexes; d'autres documents étaient en cours de préparation. Les procédures d'examen prévoyaient aussi que lors de réunions ultérieures du Conseil, l'occasion serait donnée aux délégations de revenir plus en détail sur tout point soulevé au cours de la réunion d'examen qui, à leur avis, n'aurait pas été suffisamment approfondi. Cela ne devait pas être interprété comme limitant la possibilité de poursuivre l'examen de toute question se rapportant à l'étude de la législation.

56. Le représentant des Etats-Unis a demandé si les procédures d'examen imposaient que les questions complémentaires soient soumises par écrit.

57. Le Président a appelé l'attention sur les remarques qu'il avait faites à ce sujet lors de la dernière réunion du Conseil (IP/C/M/8, paragraphe 68). Une question pouvait être posée au cours d'une réunion du Conseil mais il était plus efficace de l'adresser par écrit à l'avance au Membre concerné en en faisant parvenir une copie au Secrétariat. Il a ensuite rappelé qu'à la fin de la réunion d'examen de juillet, les délégations s'étaient montrées généralement satisfaites de la manière dont l'examen s'était déroulé, même s'il avait demandé un travail intensif. Une des leçons essentielles que l'on pouvait tirer de cette expérience était qu'il était important d'avoir le texte écrit des questions suffisamment de temps avant la réunion pour permettre aux intéressés de fournir des réponses écrites. Il a proposé que cette question soit maintenue à l'ordre du jour du Conseil sous la forme d'un point général afin de permettre aux délégations de soulever toutes les questions qu'elles souhaiteraient au fur et à mesure du déroulement du processus.

58. Le Conseil en est ainsi convenu.

#### H. Coopération technique

59. Le Président s'est référé à l'atelier tenu la veille sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière et a remercié le Bureau international de l'OMPI d'avoir bien voulu participer, avec le Secrétariat de l'OMC, à l'organisation de cet atelier; il a également remercié les gouvernements de l'Egypte, de Hong Kong, du Japon et des Etats-Unis ainsi que le Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes, qui avaient accepté d'envoyer des orateurs pour compléter les exposés faits par les représentants de l'OMC et de l'OMPI, ainsi que toutes les autres personnes qui avaient contribué à la discussion. Il a ensuite déclaré qu'ainsi que les Membres s'en souviendraient peut-être, cet atelier avait constitué en quelque sorte un projet pilote visant à évaluer l'opportunité d'explorer plus en profondeur certains aspects spécifiques de la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC et des questions de coopération technique pertinentes dans un cadre plus informel, en marge des réunions du Conseil. Il a invité les délégations à formuler leurs observations sur cet atelier et à indiquer au Conseil quelles étaient, à leur avis, les leçons que l'on pourrait en tirer pour l'organisation future d'événements de cette nature. Si l'on avait le sentiment général que de nouvelles discussions thématiques de ce type pourraient être utiles, il inviterait les délégations à proposer des thèmes possibles de discussion.

60. Le Président a rappelé ensuite que le Conseil était convenu, à ses réunions des 22 février et 9 mai 1996, que la présente réunion mettrait tout spécialement l'accent sur la question de la coopération technique. Pour préparer cette discussion, chaque pays développé Membre avait été invité à fournir des renseignements actualisés sur ses activités de coopération technique ayant trait à la mise en oeuvre

de l'Accord sur les ADPIC. Les organisations intergouvernementales dotées actuellement du statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC avaient été invitées à faire de même. Les informations fournies sur les activités de coopération technique des pays développés Membres étaient reproduites dans les documents IP/C/W/34 et Add.1 à 5, tandis que les contributions des organisations intergouvernementales avaient été distribuées sous les cotes IP/C/W/35 et Add.1 à 5. Des renseignements sur les activités de coopération technique du Secrétariat de l'OMC dans le domaine des ADPIC figuraient dans le document IP/C/W/36. Il regrettait qu'un certain nombre de pays développés Membres n'aient pas encore fourni d'informations au Conseil sur leurs activités de coopération technique. Compte tenu de l'importance que le Conseil attachait à cette question, eu égard au besoin que les pays en développement avaient de cette assistance, il espérait que les Membres concernés pourraient fournir ces renseignements avant la réunion du Conseil de novembre. Le Président se proposait, lors de cette réunion, de donner aux Membres la possibilité de faire de nouvelles observations sur les informations fournies qu'ils n'auraient pas encore eu le temps d'analyser ainsi que sur les nouveaux renseignements qui seraient donnés d'ici là. Il a aussi rappelé que le Conseil était convenu, à sa réunion de juillet, d'inviter chaque pays développé Membre lorsqu'il fournirait des informations actualisées sur ses activités de coopération technique à indiquer un point de contact pour la coopération technique dans le domaine des ADPIC. La liste des points de contact notifiés figurait dans le document IP/N/7, qui serait mis à jour par des additifs et des corrigenda ainsi que par des révisions périodiques. Il espérait que les pays développés Membres qui n'avaient pas encore indiqué de point de contact le feraient aussitôt que possible. Il a ajouté que les délégations voudraient peut-être, lorsqu'elles formuleraient leurs observations, mettre l'accent sur les besoins de coopération technique qui n'étaient pas encore pleinement satisfaits ou qui nécessitaient peut-être des efforts supplémentaires. Cette discussion serait aussi l'occasion d'approfondir certains points concernant la participation des pays en développement à l'examen des législations nationales d'application ou de toute autre question relative à la coopération technique ayant trait à la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.

61. Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a indiqué que le document IP/C/W/35 contenait un bref résumé des travaux que cette organisation avait entrepris au cours des dernières années ou qu'elle projetait d'entreprendre dans les trois à cinq ans à venir. Il a déclaré que l'OMD serait heureuse que les administrations douanières à travers le monde qui étaient membres de l'organisation mais n'avaient pas encore demandé d'assistance ou de formation se manifestent.

62. Le représentant de la FAO a déclaré que le document IP/C/W/35/Add.4 couvrait plusieurs aspects de la coopération technique fournie par la FAO. Il y était question à la fois de l'assistance technique proprement dite et de l'assistance dispensée pour l'élaboration de la législation nationale; on y trouvait aussi une série d'exemples de projets auxquels la FAO avait participé au cours de l'année ou qu'elle soutenait ou examinait actuellement. Ce document donnait des informations sur les différentes lignes politiques suivies par la FAO ou arrêtées par ses Etats membres qui avaient un rapport avec certaines des discussions tenues dans le contexte de l'Accord sur les ADPIC. Il pensait en particulier aux négociations qui avaient lieu actuellement au sein de la Commission intergouvernementale des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (l'ancienne Commission intergouvernementale des ressources phytogénétiques) qui comptait plus de 150 pays membres et qui étudiait un accord international sur l'accès aux ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture; à certains aspects touchant la biodiversité qui avaient un rapport avec l'agriculture et à la reconnaissance des droits des agriculteurs dans ce contexte (c'est-à-dire de ceux qui fournissaient les produits primaires nécessaires pour permettre la mise au point de produits dérivés de la biotechnologie). Enfin, ce document traitait aussi du plan d'action mondial arrêté lors d'une réunion tenue à Leipzig, en Allemagne, au début de l'année et à laquelle avaient participé plus de 150 pays; bon nombre des programmes convenus au cours de cette réunion prévoyaient la fourniture d'une assistance technique dans le domaine des ADPIC.

63. Le représentant du Brésil a tenu à répéter que sa délégation attachait la plus grande importance à la question de la coopération technique. Il pensait que le Conseil ne devrait pas seulement se contenter

de demander des informations aux Membres ou de les rappeler à leurs devoirs. Ce qui était important, c'était d'aider les pays en développement Membres à s'acquitter de leurs obligations, en ce qui concerne non seulement les actes qu'ils avaient à accomplir mais aussi la possibilité de s'informer sur la manière dont les autres pays procédaient. A cet égard, il a rappelé l'idée que sa délégation avait avancée dans le contexte de l'examen de la législation nationale d'application à la réunion de juillet, à savoir étudier la possibilité de permettre aux pays en développement de faire appel à des consultants pour les aider à s'informer et à analyser les notifications faites, de manière à pouvoir participer en toute connaissance de cause au processus d'examen et à se préparer eux-mêmes à aligner comme il convient leur propre législation nationale sur les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Il aimerait savoir quelles seraient les possibilités qu'aurait l'OMC d'aider des groupes de pays ou des pays à titre individuel à participer plus efficacement à l'examen des législations nationales. En réponse, le représentant du Secrétariat a déclaré que les Membres étaient conscients des contraintes budgétaires auxquelles le Secrétariat de l'OMC était confronté; il n'était pas dans les habitudes que le Secrétariat mette des consultants à la disposition d'un pays déterminé, sauf si cela était expressément prévu dans un accord, par exemple dans le contexte du règlement des différends. Il soumettrait la question soulevée par le Brésil à ses collègues qui s'occupaient de la coopération technique. Naturellement, étant donné que les ressources dont disposait le Secrétariat étaient limitées, il se posait un problème de priorités et une discussion avait précisément lieu sur ce sujet au sein du Comité du commerce et du développement. Il faudrait qu'une demande spécifique soit examinée dans le contexte des principes directeurs qui pourraient être arrêtés.

64. Le représentant de l'Egypte a dit que sa délégation avait tiré grand profit de l'atelier sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière et souhaiterait vivement participer à l'avenir à d'autres ateliers similaires sur des questions intéressant les pays en développement, ce qui faciliterait l'application de l'Accord. La coopération technique était la clé pour permettre aux pays en développement d'appliquer les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et, à ce titre, était un domaine qui retenait tout particulièrement l'attention de sa délégation. Dans l'article 67, les pays développés Membres s'engageaient clairement à aider les pays en développement à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC. L'Egypte avait engagé des projets avec plusieurs pays développés dans différents domaines se rapportant à l'application de cet accord. Toutefois, sa délégation estimait que le Conseil des ADPIC devrait continuer à superviser l'assistance technique et financière fournie aux pays en développement à la fois pour l'évaluer et pour s'assurer qu'elle demeurerait effective. Ce rôle du Conseil restait très important pendant toute la période de transition. Il a souligné qu'il était aussi très important que les pays développés Membres réactualisent chaque année les renseignements fournis concernant leurs activités de coopération technique au titre de l'article 67 de l'Accord. Il se félicitait que la proposition de sa délégation tendant à demander aux pays développés de notifier un point de contact ou des points de contact auxquels les pays en développement Membres ayant besoin d'une coopération technique pourraient s'adresser ait été acceptée. Parmi les recommandations importantes qui pourraient être incluses dans le rapport du Conseil à la Conférence ministérielle de Singapour, il faudrait souligner qu'une assistance technique et financière devrait être accordée aux pays en développement. Cette assistance permettrait aux pays en développement de poursuivre leurs efforts pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord et pour se conformer, à terme, à ses dispositions.

65. Le représentant du Pérou a dit que la question de la coopération technique au titre de l'article 67 de l'Accord présentait un intérêt majeur pour les pays en développement Membres et devrait être inscrite en permanence à l'ordre du jour du Conseil des ADPIC. Il s'est félicité de l'importance accordée à cette question par les pays développés Membres. Il a cependant noté que, dans certains cas, les informations fournies ne portaient pas sur l'ensemble des éléments figurant dans l'article 67, ce qui pouvait signifier que la coopération requise aux termes de cet article n'était pas pleinement assurée. Il suggérerait que la question de la coopération technique fasse l'objet d'une recommandation du Conseil des ADPIC à la Conférence ministérielle de Singapour.

66. Le représentant de l'Inde s'est félicité des mesures qui avaient été prises au cours de l'année sous la direction du Conseil pour assurer la fourniture d'une assistance technique efficace aux Membres. Sa délégation avait apprécié l'atelier sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière organisé conjointement avec l'OMPI, auquel elle avait participé avec profit. Il joignait sa voix à celle des autres délégations qui avaient demandé qu'une attention spéciale soit accordée à la coopération technique, attention qui pourrait être reflétée de manière appropriée dans le rapport du Conseil à la Conférence ministérielle de Singapour.

67. Le représentant du Brunéi Darussalam, parlant au nom des pays de l'ANASE, a salué le travail accompli par le Secrétariat en coordination avec l'OMPI, pour mettre sur pied le séminaire sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière. L'ANASE considérait ce type d'exercice comme très utile et souhaitait que des ateliers similaires soient organisés à l'avenir sur d'autres sujets, en mettant spécialement l'accent sur l'échange de données d'expérience. Il appuyait la suggestion de mentionner la question de la coopération technique dans le rapport du Conseil à la Conférence ministérielle de Singapour.

68. Les représentants de Cuba et du Pakistan ont souligné l'importance que leurs délégations accordaient à la question de la coopération technique et ont appuyé la suggestion de faire figurer cette question dans le rapport du Conseil à la Conférence ministérielle de Singapour.

69. En conclusion, le Président a invité les Membres à étudier de nouveaux sujets sur lesquels pourraient porter de futurs ateliers. La question de la protection des variétés végétales pourrait être l'un d'entre eux.

70. Le Conseil a pris note de ces déclarations.

I. Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour

71. Le Président a déclaré que des consultations informelles se poursuivaient sur ce sujet et qu'une nouvelle réunion du Conseil devrait avoir lieu pour étudier la question du rapport à soumettre à la Conférence ministérielle de Singapour; il convoquerait cette réunion lorsqu'il estimerait que les Membres seraient prêts à prendre une décision sur ce rapport.

J. Autres questions

72. Le représentant de l'Equateur a rappelé que son pays avait accédé à l'OMC le 21 janvier 1996. A cette occasion, l'Accord sur l'OMC, y compris ses annexes, avait été publié au Journal officiel de son pays de manière à acquérir valeur juridique sur le territoire de l'Equateur et on préparait actuellement la réglementation nécessaire pour permettre l'application de l'Accord et de ses annexes. Tenant à clarifier la situation juridique de son pays en ce qui concerne l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC en Equateur, il souhaitait informer le Conseil que son gouvernement avait décidé de se prévaloir du droit prévu à l'article 65:2 de l'Accord sur les ADPIC de différer pour une nouvelle période de quatre ans la date d'application des dispositions de l'Accord, eu égard à la nécessité d'adapter certains aspects de la loi équatorienne pour assurer sa conformité avec l'Accord sur les ADPIC.

73. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait cru comprendre que, lors de son accession à l'OMC, l'Equateur s'était engagé à ne pas se prévaloir des périodes de transition prévues dans l'Accord sur les ADPIC.

74. Le représentant de l'Equateur a indiqué que son gouvernement considérait que la date mentionnée au paragraphe 78 du rapport du Groupe de travail sur l'accession de l'Equateur (document WT/L/77) était, s'agissant de son pays, la date "d'expiration d'une période générale d'un an après la date d'entrée

en vigueur de l'Accord sur l'OMC" visée à l'article 65:1 de l'Accord sur les ADPIC. Son gouvernement invoquait maintenant l'article 65:2 qui autorisait les pays en développement Membres à différer l'application de l'Accord jusqu'au 1er janvier 2000.

75. Les représentants des Etats-Unis et de la Communauté européenne ont exprimé des réserves concernant les déclarations faites par l'Equateur.

76. Le Conseil a pris note de ces déclarations.